

Ursula von der Leyen, la tacticienne : les secrets de la femme la plus puissante d'Europe

Europe . Les élections passées, commence la bataille politique pour la présidence de la Commission. L'actuelle présidente von der Leyen a beaucoup de cartes en main. Enquête sur un animal politique sous contrôle.

La présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen, le 22 mars 2024 à Bruxelles

afp.com/KENZO TRIBOUILLARD

Que Berlaymont lui semble loin, ce soir d'été - ce vaisseau de béton et de verre, siège de [la Commission européenne](#), échoué en plein coeur de Bruxelles. Dédale de coursives impersonnelles. Fourmière travailleuse. Loin aussi, les guerres intestines au sein du collège des commissaires. Les chausse-trappes politiques. Les nuits de négociation, les aubes solitaires dans sa tanière, un studio sans fenêtre de 20 mètres carrés aménagé au 13e étage de la tour. Une soupe lyophilisée le soir, goût tomate, prestement avalée, la tête dans les dossiers, une pomme croquée à la va-vite. Quelques sushis, parfois. Ce 27 août 2022, Ursula von der Leyen prie. Elle s'est échappée de Berlaymont pendant deux jours pour participer aux rencontres internationales oecuméniques de Taizé, un petit village de Saône-et-Loire, en France. Un événement où les jeunes du monde entier affluent pour échanger sur leur foi, leur engagement. Loin du fatras du monde. Le déplacement n'a pas été inscrit à l'agenda de la présidente de la Commission. Deux jours, une éternité dans son emploi du temps millimétré.

Dès son arrivée, elle s'est pliée aux rituels. Les trois prières chantées quotidiennes dans l'église de la Réconciliation, les nuits dans une petite chambre de la maisonnée attenante, les repas frugaux à la table de frère Alois, le prier de la communauté, un prêtre catholique allemand elle est protestante. Assise en tailleur à même le sol ou sur un modeste tabouret en bois, entourée de centaines de jeunes, elle répond posément aux questions. Le Covid, l'invasion de l'Ukraine quelques mois plus tôt par les troupes de Poutine, l'Afrique, le réchauffement climatique... Et pourquoi elle, ici, à Taizé ? Une promesse faite à l'adolescence, après la mort de sa soeur Eva, emportée à l'âge de 11 ans par un cancer fulgurant. Le brushing est toujours aussi impeccable, le collier de perles immuable mais le sourire est, ce jour-là, un peu plus tendre, moins mécanique. Le regard menthe glaciale plus doux. "Dieu est toujours avec moi", souffle-t-elle. Alors que l'Europe redécouvre éberluée les horreurs de la guerre, les charniers, les files de réfugiés fuyant les combats, Ursula von der Leyen médite. "Malgré nos différences, quelque chose nous dépasse et nous unit ici." Quelques jours plus tard, le 14 septembre, devant les députés européens réunis au Parlement de Strasbourg, elle évoquera dans son discours annuel sur l'état de l'Union le souvenir de Taizé. "Ils croient tous passionnément en quelque chose qui les dépasse. Je souhaiterais que l'Europe ressemble davantage à ces jeunes." L'Europe, une religion, Ursula von der Leyen, sa grande prêtresse.

La femme la plus puissante d'Europe, est affable, polie, impassible. Le lendemain, carnassière, intransigeante, autoritaire. Un caméléon politique, acrobate ambitieuse. Plus tacticienne qu'intellectuelle. A-t-elle réussi à avaler ce procès en illégitimité qui lui colle aux basques depuis son élection au Parlement européen, le 16 juillet 2019 ? "Elle est arrivée à ce poste comme une météorite tombée sur terre, par hasard", tacle un haut fonctionnaire européen, pas vraiment fan. Et un autre de rajouter : "Vous connaissez sa vision de l'Europe, vous ? Moi non." Son nom est sorti du chapeau deux semaines avant le vote, lors d'un Conseil européen où les poignards ont volé. "L'une des réunions les plus tendues et violentes depuis le Brexit", se souvient un conseiller élyséen. Le traité de Lisbonne (2007) avait gravé dans le marbre la règle du " *Spitzenkandidat* " : le leader du parti arrivé en tête aux élections européennes prend la direction de la Commission. Une règle instaurée pour tisser un lien entre les électeurs et cet organe hors-sol, ovni technocratique accusé de tous les maux.

En juin 2019, le Parti populaire européen (PPE, centre droit), rafle la mise. Son chef de file, le Bavarois Manfred Weber, dirige la CSU, l'Union chrétienne-sociale. Un homme rude qui ne sied guère à Emmanuel Macron, dont le nouveau parti Renew a réussi une percée spectaculaire au Parlement. Veto français. Merkel propose alors le Néerlandais Frans Timmermans, le " *Spitzenkandidat* " des socialistes, arrivé en deuxième position. Banco pour Macron. Le couple franco-allemand s'envole pour un G20 à Osaka, l'esprit léger, croyant avoir réglé l'affaire. A tort. Au Parlement européen, la droite s'insurge : déni de démocratie, on leur a volé la victoire. Au sein du Conseil européen, certains dirigeants proches du PPE s'agacent. Leur a-t-on seulement demandé leur avis ? Eux voteront contre Timmermans. Quand les Vingt-Sept s'assoient autour de la vaste table du Conseil européen à Bruxelles, le mardi matin, l'ambiance est électrique. Le Néerlandais est balayé - comme l'hypothèse Margrethe Vestager. Macron propose Michel Barnier, ancien commissaire européen, négociateur du Brexit. La chancelière allemande s'emporte. La France, dit-elle, a imposé Christine Lagarde à la tête de la Banque centrale européenne. Trop de Français, c'est *nein*. Alors, le président Macron sort son Joker : Ursula von der Leyen, ministre de la Défense allemande. Elle parle français, Bruno Le Maire l'apprécie, comme le chef de la diplomatie, Jean-Yves Le Drian. Elle est détestée outre-Rhin : un cadeau à Merkel, qui ne sait pas comment s'en débarrasser. La voilà propulsée. Le vote au Parlement passe "ric-rac", seulement neuf voix d'avance.

" C'est la meilleure présidente de la Commission depuis Jacques Delors

Ursula von der Leyen est un plan B qui a réussi. Et les résultats des élections européennes du 9 juin la confortent. Le PPE, dont elle était la cheffe de file, est arrivé en tête du scrutin, avec 186 sièges, soit 10 de plus qu'il y a cinq ans. Une victoire qui la met en bonne position pour conserver son poste. Mais voilà, en 2019, la règle du " *Spitzenkandidat* " a été bafouée. Pourquoi l'Histoire ne bégaierait-elle pas à nouveau ? D'autant qu'Emmanuel Macron ne lui a cette fois - pas officiellement apporté son soutien. "On ne lui donnera pas de chèque en blanc", assure l'eurodéputé Renew Pascal Canfin. En réalité, la victoire ne lui est pas plus acquise qu'il y a cinq ans. Les équilibres sont précaires. Chercher le soutien des Verts au Parlement et c'est une bonne partie de la droite, et notamment la CDU allemande, qui lui tournera le dos. Barrer à droite et se rapprocher de Giorgia Meloni et ce sont les socio-démocrates qui plieront bagage. Avoir autant d'ennemis force le respect. Sauf que ces oppositions s'annulent. Car les alternatives sont peu nombreuses. L'Italien Mario Draghi, l'ex-Premier ministre italien, sauveur de l'euro pendant la crise financière de 2012 lorsqu'il dirigeait la Banque centrale européenne ? Certes, le magicien italien s'apprête à sortir début juillet un rapport explosif, programme clés en main pour une Union européenne déterminée à retrouver sa puissance et sa souveraineté. Mais l'homme serait fatigué. Surtout, il n'est membre d'aucun parti au Parlement. "Macron susurre son nom pour montrer qu'il peut encore décider seul. Mais au Conseil européen, on est puissant quand on est fort chez soi et le Président français est sorti très affaibli des élections", tacle un Commissaire européen. Certains évoquent l'hypothèse Roberta Metsola, la présidente maltaise du Parlement européen. Mais la représentante d'un paradis fiscal, pas vraiment au carré sur le respect de l'état de droit, peut-elle prendre la tête de la Commission ? D'autres avancent le nom du Premier ministre croate, Andrej Plenkovic. Un geste vers les Balkans, mais l'homme n'a pas de surface politique européenne. Sur le papier, Ursula von der Leyen a donc beaucoup de cartes en main.

"C'est la meilleure présidente de la Commission depuis Jacques Delors, s'enflamme le député belge et coprésident du groupe des Verts au Parlement européen, Philippe Lamberts. Et pourtant, je n'ai pas voté pour elle il y a cinq ans." "Elle a réussi à incarner l'Europe aux yeux des citoyens et des chefs d'Etat, mieux que tous ses prédécesseurs, Jacques Delors mis à part", rajoute la députée Renew Nathalie Loiseau. Et pourtant, les critiques fusent. Pour les Allemands, elle serait trop française. Pour la droite, trop à gauche. Pour les Français, trop atlantiste. "Mais peut-être est-ce le moyen de survivre quand on dirige la Commission", suggère Jérémie Gallon, avocat spécialiste des questions européennes, à Bruxelles.

Une enfance dorée, surprotégée

Ursula Gertrud Albrecht est surtout née européenne avant d'être allemande. Elle voit le jour à Ixelles, commune limitrophe de Bruxelles, le 8 octobre 1958, dix-huit mois seulement après la signature du traité de Rome. Un pur produit de l'aristocratie

allemande. Un pedigree familial qui pèse lourd sur les épaules : des pasteurs, grands commerçants de Brême, conseillers d'Etat à la pelle. Justement, Ernst Albrecht, son père, est l'un de ces jeunes Allemands de l'après-guerre qui veut oublier l'horreur du nazisme dans l'engagement pour la construction européenne. N'a-t-il pas intitulé son mémoire de thèse "L'Union monétaire est-elle une condition préalable à l'Union économique ?". A 24 ans, il est nommé attaché à la Communauté européenne du charbon et de l'acier au Luxembourg, puis devient chef de cabinet du commissaire allemand à Bruxelles. En 1957, sur une photo sépia immortalisant la signature du traité de Rome, il est là, debout, droit comme un I, juste derrière le chancelier Adenauer. Dans la capitale européenne, Ursula vit une enfance dorée, surprotégée. L'Ecole européenne, français courant, équitation. Tirée à quatre épingles. Toujours, tout le temps. L'enfant chérie, "Röschen", "petite rose". Le dimanche, chez les Albrecht, Ursula s'installe au piano, l'un de ses frères au violon, l'autre au hautbois, papa au violoncelle. Bach, Haendel. Du baroque évidemment. Rigueur luthérienne oblige.

Son ascension sera une succession de fuites et d'allers-retours, de volte-face inattendue. Comme s'il fallait à chaque fois couper le cordon, s'autonomiser, capter la lumière pour elle seule. Echapper au "Kinder, Küche, Kirche", littéralement, "enfants, cuisine, église", triptyque historique allemand qui a collé à la peau de toutes les femmes de la famille. Alors il lui faut s'affranchir du clan familial et politique, comme plus tard, de ses créateurs, Merkel et Macron.

" Je n'ai jamais vu une commission aussi dysfonctionnelle

La première fuite est pour Londres, en 1978, où, jeune étudiante, elle s'inscrit à la London School of Economics. Elle y vit sous un faux nom, Rose Ladson, tellement papa a peur que *Röschen* soit enlevée par des extrémistes gauchistes de la bande à Baader. Dans les ruelles pavées de Soho, elle oublie Bach et ses sonates, s'enthousiasme pour le punk. Retour en Allemagne, mariage en 1986 avec Heiko von der Leyen, un professeur de médecine. Le couple s'envole pour les Etats-Unis, où Heiko enseigne à Stanford pendant dix ans. De ses années américaines, elle se souvient de l'ennui. Et les enfants. Un, deux, trois... et bientôt sept. Puis l'Allemagne de nouveau, les gamins ont grandi, les nounous prennent le relais. En 1996, Ursula von der Leyen raccroche son tablier de cuisine pour se lancer en politique. Angela Merkel la repère, la propulse sur les plateaux télé où, habile communicante, elle fait un carton. Ursula von der Leyen n'aurait jamais existé sans Merkel. La chancelière la nomme ministre de la Famille en 2005, puis ministre de la Défense en 2013. Mais là, elle multiplie les faux pas et les scandales, n'en fait qu'à sa tête. Son goût pour la com lui vaut la haine des militaires et le rejet d'une bonne partie de la CDU. Son exfiltration à la Commission est un soulagement pour Merkel.

"Elle marche sur les pieds de tout le monde"

Mais à Bruxelles, justement, l'atterrissage est délicat. Elle y est née, certes, mais n'en a pas les codes. A sa décharge, la Commission regorge d'ego. Auréolée de ses batailles contre les Gafam, Margrethe Vestager est nommée vice-présidente exécutive. Tout comme Frans Timmermans, qui s'empare du dossier du Green Deal, le Pacte vert. Régulation sur les pesticides, jachères dans l'agriculture, interdiction des ventes de voitures thermiques dès 2035... Il avance à marche forcée. Et tant pis si les constructeurs automobiles allemands s'étouffent et si les agriculteurs français s'alarment du risque de perte de souveraineté alimentaire. Mais von der Leyen peut-elle freiner Timmermans alors qu'elle a tant promis aux socio-démocrates et aux Verts en échange de leur soutien ? Avec Thierry Breton, la relation est vite électrique. La pandémie de Covid crispe les esprits. Dans le secret, sans embarquer personne, ni son commissaire à la santé ni celui à l'industrie, elle négocie des contrats d'achats anticipés de vaccins avec Pfizer. Ces mystérieux échanges de SMS avec le grand patron du laboratoire, qui ne seront jamais révélés au grand public, interrogent encore. Problème : début 2021, les contrats sont passés depuis des mois mais les vaccins tardent à arriver. Le commissaire français veut prendre les choses en main, elle résiste. Il passe en force, organise les filières industrielles et les approvisionnements. "Avec von der Leyen, c'est toujours trop peu ou trop tard et il faut toujours lui forcer la main", souffle l'entourage de Thierry Breton. D'autres dossiers prennent du retard. "Le programme d'investissement européen de défense est arrivé en mars 2024 alors qu'il était annoncé en septembre 2023 ! Pourquoi, en tant qu'ex-ministre de la Défense, n'en a-t-elle pas fait une priorité ? Ça, c'est une véritable faute", attaque Nathalie Loiseau.

Certes, elle a engrangé des victoires : le grand emprunt commun de 750 milliards d'euros. Une première dans l'histoire de l'UE. Ou la régulation des plateformes - des règlements qui font figure d'exemples aux Etats-Unis. Cette libérale, libre-échangiste, a rejoint le président français dans la nécessité d'instaurer une véritable politique commerciale européenne. Et elle s'est résolue à lancer deux enquêtes contre la Chine pour concurrence déloyale et aides d'Etat abusives, notamment dans le domaine des véhicules électriques. Là aussi, du jamais-vu. Des victoires, certes, mais dans un climat étouffant, fielleux. "Elle incarne l'Europe. On ne peut pas lui retirer ça, même si elle marche sur les pieds de tout le monde", pointe Jean-Dominique Giuliani, président de la Fondation Robert-Schuman. Avec le Belge Charles Michel, président du Conseil européen, les relations ont vite viré à la guerre de tranchées. Tout les oppose. Lui, c'est le chaos total. Elle, le contrôle permanent. Elle pense être le visage de l'UE alors pas question de partager la scène. Quitte à publier sur les réseaux sociaux des photos officielles où ses équipes ont soigneusement recadré l'image pour que le Belge disparaisse.

Un lien très privilégié avec Joe Biden

Aurait-elle joué trop solo ? En matière de politique étrangère, où elle n'a pas de mandat clair, elle irrite les chancelleries européennes. Eclipsant au passage l'Espagnol Josep Borrell, haut représentant de l'UE pour les affaires étrangères. Des exemples ? En juillet 2022, elle se précipite en Azerbaïdjan, qualifiant le président Aliyev de partenaire fiable parce qu'il fallait passer un mémorandum sur le gaz. En mars 2023, elle signe à Washington un accord de coopération économique entre l'UE et les Etats-Unis portant sur la sécurisation des métaux critiques sans que le Conseil ni les commissaires en charge du sujet n'aient pu le lire. A l'été 2023, elle se félicite dans un tweet de l'annonce faite par Joe Biden de l'Inflation Reduction Act, vaste plan de subventions pour les industries vertes, véritable aimant pour les entreprises européennes. Après la tragédie du 7 octobre en Israël, elle s'impose dans le voyage de la présidente du Parlement européen Roberta Metsola, invitée par la Knesset. Là-bas, elle manque totalement de sens politique, apportant un soutien inconditionnel à Netanyahu sans, à aucun moment, rappeler la solution à deux Etats.

"Je n'ai jamais vu une commission aussi dysfonctionnelle", commente, désabusé, un haut fonctionnaire européen. Au fil des années, elle s'est isolée à Berlaymont. Avec son chef de cabinet, Bjoern Seibert, fidèle cerbère gardant la porte du royaume. Si elle est la femme la plus puissante d'Europe, lui, est sans doute l'homme le plus influent. "Bjoern est son chien d'aveugle", cingle un ancien de la Commission. Les deux se connaissent depuis plus de quinze ans, il est arrivé dans ses valises, sans connaissance des us et coutumes de la Commission. Travailleur acharné, quatre heures de sommeil par nuit. Il surveille tout, décide de toutes les nominations. Et pilote "l'hebdo", la réunion du lundi à 9 heures entre tous les chefs de cabinets des commissaires. C'est là que les sujets sont vraiment discutés. S'il y a consensus, ils ne remontent même pas à la réunion du mardi, celle du collège des commissaires. "Le problème, c'est que l'on voit souvent arriver le lundi à 8h50 des textes dont nous n'avons jamais entendu parler. Comme il n'y a pas assez de temps pour les décortiquer, la discussion n'a pas lieu. Et même s'il y a consensus, on s'aperçoit qu'entre le lundi et le mardi, le texte a été retouché", grogne le chef de cabinet d'un commissaire européen. Entre-temps ? Un coup de fil de von der Leyen ou de Siebert à Berlin. Et parfois à Washington. Siebert est réputé très proche du secrétaire à la Défense américain, Jake Sullivan. Et von der Leyen a tissé un lien très privilégié avec Joe Biden, par l'entremise de l'ambassadeur américain auprès de l'UE, Mark Gitenstein, ancien conseiller du président démocrate. "Une proximité qui la pousse parfois à prendre, sur la question des relations avec Pékin, une position plus proche de celle des Américains que de Paris ou Berlin", souligne Alexandra de Hoop Scheffer, spécialiste des questions géostratégiques au think tank German Marshall Fund of the United States. Au point d'agacer Macron comme, l'an dernier, dans l'avion qui les ramènent tous deux d'un voyage officiel à Pékin. Pas question que les Européens, qui ont une autre manière d'approcher la question chinoise, deviennent des suiveurs de l'Amérique, lui lance-il, cinglant.

Quelles seront les couleurs des cinq prochaines années si von der Leyen parvient à conserver son poste ? Moins vertes, sans doute. En se présentant comme cheffè de file de la droite européenne, elle s'est liée les mains avec la CDU allemande, plus soucieuse de compétitivité que de climat. "Elle n'aura plus les moyens de faire adopter des textes qui confortent le virage écolo", s'inquiète Philippe Lamberts. Le caméléon von der Leyen l'a déjà acté. Et tant pis pour les critiques. "Vous ne pouvez tomber plus bas que dans les mains de Dieu", avait-elle lancé aux jeunes réunis à Taizé, citant la phrase du poète allemand Arno Pötsch. On en revient toujours là.